

SOMMET USA-AFRIQUE :
*Lettre Ouverte au président des Etats Unis d'Amérique : Son excellence BARACK
HUSSEIN OBAMA*

**PLAIDOYER POUR UNE AFRIQUE LIBRE, DEMOCRATIQUE ET SANS
EXCLUSION.**

Monsieur le président,

Un sommet USA-Afrique aura lieu du 5 au 6 Août 2014. Presque tous les pays africains seront représentés par leur chef d'Etat. Pour de nombreux analystes, cette rencontre aura pour objectif principal le renforcement de l'influence américaine sur un continent immensément riche en ressources naturelles. Au temps du multilatéralisme et de l'émergence de nouvelles puissances économiques dans le monde, nous comprenons bien que les USA ne puissent pas prendre le risque d'être en marge des opportunités économiques qu'offre l'Afrique. De ce point de vue, la rencontre Afrique-USA ne sera pas très différente des conférences similaires : France-Afrique, Afrique-Japon, Chine-Afrique, Inde- Afrique etc.... Durant ce sommet, les dirigeants africains comme leur homologue américain essayeront naturellement de promouvoir ce qu'ils considèrent comme les intérêts stratégiques de leurs Etats. Mais, que peuvent alors attendre des générations d'Africains en lutte pour une vie meilleure, du leader de la première puissance économique et militaire mondiale ?

Monsieur le Président,

Si nous écrivons cette lettre ouverte c'est parce que nous sommes convaincus qu'il n'est ni juste ni réaliste de réduire l'homme politique que vous êtes seulement à un instrument des intérêts économiques de votre pays. Vous êtes aussi un être humain doté d'une histoire singulière et d'une conscience politique propre : un être humain responsable envers notre humanité commune. Par ailleurs, nous pensons qu'il n'y a pas de fatalité qui voudrait que la défense des intérêts américains dans le monde se fasse toujours au détriment des intérêts vitaux des peuples et, dans le cas présent, des intérêts des peuples africains. Nous sommes convaincus que la grandeur d'un dirigeant politique dans notre monde s'évalue dans la capacité de celui-ci à provoquer l'accélération de l'histoire des peuples dans le sens de l'acquisition par ces derniers de plus de libertés politiques ainsi que de droits économiques et sociaux leur permettant de vivre dans la dignité. Par exemple, les dirigeants américains qui ont combattu pour l'indépendance des USA, ceux et celles qui ont combattu la ségrégation raciale, ceux et celles qui ont soutenu le droit des peuples à l'autodétermination dans le monde, ceux et celles qui ont combattu le fascisme en Europe et, plus tard, l'apartheid, ont fait faire à l'humanité des pas de géant. C'est parce nous pensons que vous êtes un des acteurs politiques dans le monde actuel qui semblent ne pas vouloir sacrifier les droits humains des peuples africains sur l'autel des intérêts mafieux à court terme que nous nous adressons à vous aujourd'hui. C'est également parce que nous sommes convaincus que la meilleure défense des intérêts économiques des USA en Afrique passe par un partenariat économique gagnant-gagnant ainsi que par le strict accès de l'ensemble de nos peuples aux droits humains que nous vous demandons d'oser faire du Sommet Afrique-USA un des moments importants de l'histoire de ce continent. Comment ? En plaidant et en mobilisant un large consensus tant africain que mondial pour la réalisation des objectifs suivants :

1 - LE RESPECT DE LA CONSTITUTION

La constitution est le texte fondateur et fondamental qui garantit la stabilité d'une nation. Son contournement ou sa révision pour satisfaire la volonté opportuniste de pérennisation au pouvoir des dirigeants est source d'instabilité politique. Nous vous demandons de vous faire le porte-voix des peuples pour rappeler aux chefs d'Etat africains, tentés par la révision de la constitution pour rester au pouvoir, qu'ils n'ont aucun droit de s'approprier ce qui ne leur appartient pas. Que les grands dirigeants sont ceux et celles qui savent préparer les générations suivantes à mieux défendre le bien commun et non ceux qui se croient irremplaçables et au-dessus de la loi. Nous affirmons que dans un continent qui évolue vers des ensembles régionaux et qui doit s'industrialiser, les dirigeants africains qui aiment et respectent leur peuple ont d'autres rôles (voire fonctions) à exercer que se cramponner à la magistrature suprême de leur pays. Tout pouvoir doit émaner d'élections libres, transparentes et démocratiques. Tout pouvoir élu démocratiquement se doit de respecter la constitution. Il doit servir le peuple souverain et non l'inverse. Le changement de la constitution est, dans une certaine mesure, un acte de mépris du peuple et ressemble beaucoup au coup d'état. Il délégitime tout pouvoir qui y consent. Il décourage les investissements à long terme par crainte d'instabilité. Il s'obtient en exilant et assassinant les citoyens qui s'y opposent et qui ne demandent qu'à contribuer au développement de leur pays. C'est pourquoi nous vous demandons, monsieur le président, de vous opposer à la prise en otage de la démocratie que constitue la révision des constitutions en osant soutenir les citoyens africains qui luttent contre une si grave injustice. Il n'est pas inutile de rappeler qu'aussi bien le droit moderne que coutumier condamne le non-respect des règles qui garantissent la stabilité d'un pays. Les traditions africaines sont généralement fondées sur la grande écoute de chaque individu et la recherche du consensus entre les points de divergence. Elles sont contre la pensée unique et l'unanimité dictatoriale. Le déni de la liberté de parole aux citoyens ainsi que l'imposition de la terreur au peuple sont des faits qui ressemblent beaucoup aux pratiques coloniales et n'ont rien à voir avec les différents types de démocraties traditionnelles africaines.

2 - LA SECURITE ET LA DEFENSE DES DROITS HUMAINS.

Les discours extrémistes ne tiendraient pas longtemps sans l'adhésion des pauvres. La pauvreté, dans des pays riches en ressources naturelles, constitue une violence physique et symbolique contre les peuples que savent bien exploiter tous les extrémismes notamment religieux. Les apôtres de la haine de l'autre proposent aux pauvres humiliés un peu d'argent, un peu de nourriture et le paradis. Il faut donc combattre les causes du désespoir des peuples que sont la pauvreté et la marginalisation sociale. Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que le développement économique et social d'un pays n'est pas uniquement un acte de justice sociale mais également la condition de la sécurité collective. Car c'est souvent là où les indices de développement humain sont au rouge que prolifèrent les organisations extrémistes. C'est cet état de fait dont se nourrissent les différents visages de l'extrémisme. Monsieur le président, sans l'éducation et l'accès de l'ensemble des citoyens aux ressources de base pour vivre dignement, la sécurité, au sens sécuritaire du terme, restera peu efficace face à la violence extrémiste. Le rôle positif que jouent les forces de l'Union Africaine et de l'ONU dans des zones de conflits armés doit donc être complété par une politique volontariste et massive de lutte contre la pauvreté tant intellectuelle qu'économique. Car outre le fait que la violence structurelle est meurtrière, elle sert également de terrain fertile à tous les extrémismes

identitaires. Cela est d'autant plus inacceptable que la quasi totalité des pays africains ont les ressources naturelles qui peuvent leur permettre de subvenir aux besoins de base de leurs populations et, mieux, de préserver un capital de sécurité économique pour les générations futures. Monsieur le président, nos affirmations et observations ne sont le fruit d'aucune idéologie. Elles partent de la volonté humaniste et pragmatique de mettre fin aux tragédies de la pauvreté évitable. Et malheureusement ce que nous affirmons pour l'Afrique est hélas valable pour d'autres parties du monde. Qui veut une paix durable ne peut séparer la sécurité physique des peuples de la défense des droits humains.

3 - COMBATTRE LES SECTARISMES IDENTITAIRES

Le recours à la rhétorique politique ethniciste, régionaliste, religieux ou sexiste ouvre la voie à la déstabilisation de la société. L'instrumentalisation des discours identitaires pour l'accès ou la conservation du pouvoir aboutit tôt ou tard aux crimes contre l'humanité en Afrique comme ailleurs. Il n'y aurait jamais eu de génocide au Rwanda, de crimes contre l'humanité au Burundi, dans le Darfour, en RDC, au Congo Brazzaville, en RCA, au Tchad, au Nigeria... si la communauté internationale avait pris au sérieux les signes précurseurs de ces catastrophes humaines. Il est aussi clair aujourd'hui que les extrémismes aussi bien religieux qu'ethniques sont parfois soutenus par des intérêts extérieurs à l'Afrique, des intérêts bien identifiés et identifiables. Le cynisme de certains hommes politiques africains et les intérêts extérieurs qui les soutiennent peut parfois franchir les limites de l'entendement humain.

Monsieur le président,

Pour faire face aux phénomènes d'extrémisme identitaire en Afrique, il nous semble qu'il serait fort utile que vous plaidez pour la création d'un observatoire international de prévention des crimes contre l'humanité disposant de relais d'enquêteurs partout dans le monde. Celui-ci aurait une fonction préventive de veille, d'éducation à la paix et d'investigation sur les parrains des organisations extrémistes en Afrique. Il serait indispensable qu'un tel organe puisse être indépendant de toute influence politicienne et de tout calcul géopoliticien. La réduction des espaces de protection humaine à des lieux d'influence géostratégiques des puissances érode la confiance des peuples dans les institutions internationales. Le monde pourrait ainsi savoir quelles sont les forces qui soutiennent les différents types de fascismes en Afrique. Monsieur le président, une telle structure serait d'autant plus importante que l'histoire nous apprend que sans la mise en place de mécanismes préventifs indépendants des calculs politiciens, le seul cri du « plus jamais ça » ne peut empêcher le « ça » de nous revenir en boomerang. Il faut donc agir à temps sur les causes et les effets des extrémismes identitaires qui parasitent les espaces de la parole publique. Se prémunir contre les dérives identitaires, c'est également rappeler à tout homme politique qu'une démocratie qui se respecte ne saurait être le lieu d'expression des discours racistes, sexistes, ou portant atteinte aux croyances religieuses des individus. Car à chaque fois que le monde a fermé les oreilles devant des paroles stigmatisant des boucs émissaires, les yeux devant la création des milices parallèles aux forces de sécurité nationale, son indifférence a ouvert un grand boulevard aux crimes contre l'humanité. Le recours aux discours racistes, ethnicistes, sexistes, ou portant atteinte aux croyances religieuses des individus n'a rien à voir avec l'exercice de la démocratie, il en constitue le déni.

4 - COMBATTRE LES INEGALITES ET GARANTIR LA JUSTICE SOCIALE DANS LA REDISTRIBUTION DU REVENU NATIONAL

Monsieur le Président, comme le souligne le *Rapport Mondial sur le Développement Humain* publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement en cette année 2014, les risques que court le monde entier sont de plus en plus grands à cause des inégalités qui se creusent presque partout. De tous les pays du monde les pays africains producteurs et exportateurs de matières premières stratégiques sont sans doute ceux où les inégalités sociales se creusent le plus. Il en est ainsi tout particulièrement des pays pétroliers d'Afrique au sud du Sahara (Angola, Cameroun, Congo-Brazzaville, Guinée Equatoriale, Nigeria, Tchad). Dans ces pays, l'accroissement des inégalités entraîne de nouveaux problèmes qui vont peser longtemps sur la vie politique locale, de génération en génération : perte des terres ancestrales par de nombreuses familles ; impossibilité d'accéder à une éducation adéquate pour des jeunes et des enfants issus de familles pauvres et sans protection sociale dans un système politique basé sur le népotisme et le clientélisme. Monsieur le président, le combat pour la justice sociale et le droit à une vie décente s'impose et exige une solidarité internationale avec les peuples africains en lutte pour ces droits inaliénables. Votre engagement contre les discriminations raciales et la pauvreté aux USA nous fait penser que vous êtes incontestablement parmi les personnalités politiques importantes de ce monde la mieux à même de comprendre les effets dévastateurs de la pauvreté et de l'exclusion et d'agir contre cette violence sociale d'autant plus injustifiée dans des pays riches producteurs de pétrole.

5 - TRANSPARENCE DANS LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Des décennies de pillage et d'exploitation des ressources naturelles du continent africain, dans des conditions opaques, sont loin, pour l'instant, d'avoir épuisé les potentialités économiques de ce continent. De nouvelles ressources aussi bien énergétiques que minières continuent d'être découvertes. De même, le faible niveau de développement de l'agriculture alors que le continent possède d'immenses espaces fertiles offre des opportunités d'investissements et de gains colossaux. Pour soutenir sa croissance économique, l'Afrique aura besoin de convertir son potentiel hydraulique en barrages ce qui ouvre la voie là aussi à des opportunités de business sans précédent. Les secteurs de la formation, des nouvelles technologies de l'information et des infrastructures sont autant de domaines riches d'opportunités d'affaires. Tout ceci montre que le visage du continent pourrait vite changer si le principe de bonne gouvernance venait à être accepté et appliqué comme la ligne conductrice des Etats africains et de ses partenaires.

Monsieur le Président, si l'Afrique ne s'est pas suffisamment développée jusqu'à maintenant, c'est entre autres parce que son destin fut, pendant la guerre froide, scellé par la volonté des puissances politiques de la cantonner au rôle de pourvoyeur des matières premières brutes stratégiques pour les industries du Nord. A cette injuste situation, il faut ajouter le phénomène de l'évasion des capitaux vers certaines banques du Nord qui a hypothéqué les opportunités de mieux vivre de millions d'africains. Etre ami de l'Afrique, c'est donc oser changer de paradigme. Monsieur le Président, comme vous le savez, la traçabilité des filières de l'argent de la corruption n'est pas très difficile à opérer. Elle relève de la volonté politique. De la volonté politique relève également un partenariat gagnant-gagnant entre les entreprises du Nord et celles du continent. Car en définitive sans le contrôle d'une partie du capital et son investissement en Afrique, le continent peut difficilement accélérer son développement. Nous sommes

convaincus que le soutien des USA aux politiques de bonne gouvernance, de lutte contre la corruption ainsi que l'industrialisation du continent pourrait rapidement changer positivement l'avenir des peuples africains. Aucun doute que la mobilisation des USA pour un tel destin africain renforcerait son économie et réhabiliterait son image auprès des peuples qui gardent en mémoire tant d'espoirs déçus par sa politique impérialiste du passé.

6 - LA VERITE, LA JUSTICE ET LA RECONCILIATION

De nombreux pays africains sont sortis de situations jugées désespérées en montrant une capacité de résilience et de créativité extraordinaire qui force l'admiration de tout esprit honnête. Ni l'apartheid ni le génocide au Rwanda ni les crimes contre l'humanité au Libéria et en Sierra Leone n'ont réussi à ébranler le courage, la lucidité et la volonté de paix et de réconciliation de nombreux leaders africains. La vérité, la justice et la réconciliation ont créé les conditions d'un vivre ensemble relativement apaisé entre les victimes et les bourreaux après d'immenses tragédies. Pourtant, dans de nombreux pays, le refus de la vérité sur les crimes de masse continue à accabler les victimes qui ne savent toujours pas pourquoi les leurs ont été tués et où sont enterrés les corps. La peur des poursuites pour les crimes contre l'humanité, les crimes politiques et économiques sont parmi les facteurs qui empêchent certains responsables politiques de quitter le pouvoir. Pourtant, seule la vérité, les regrets et dans certains cas, la justice, peuvent ouvrir la voix au deuil, au pardon et la réconciliation. En plaidant pour la vérité contre le déni, les USA peuvent contribuer à l'apaisement des victimes, à l'avènement de la justice, à la paix et à la réconciliation dans les pays où de graves crimes non élucidés ont eu lieu.

7 - UNE PLACE PLUS PREPONDERANTE AUX OPPOSITIONS AFRICAINES ET A LA SOCIETE CIVILE.

Chaque année sur le continent, des femmes et des hommes, opposants politiques, défenseurs des droits de l'homme, journalistes, activistes, paient un très lourd tribut pour oser dénoncer les politiques répressives de leurs dirigeants ou tout simplement proposer de meilleures perspectives dans la gestion des affaires de leur pays. A l'instar de Ibni Oumar Mahamat Saleh, porte-parole de l'opposition au Tchad enlevé par les forces gouvernementales et porté disparu depuis 2008, d'Ernest Manirumva, vice-président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économique assassiné au Burundi le 9 Avril 2009, de Mohamed Brahmi, chef de fil du parti d'opposition en Tunisie assassiné en 2013, de Floribert Chebeya, Directeur Exécutif de l'ONG La Voix des sans voix et de Fidèle Bazana Edadi assassinés en 2010 en RDC, du journaliste somalien Yusuf Keynan assassiné en juin 2014 à Mogadiscio, du journaliste congolais Bruneau Ossébi assassiné à Brazzaville et de la députée somalienne Sado Ali Warsame abattue, ce mercredi 23 juillet, à Mogadiscio au moment où nous rédigeons cette lettre...D'autres croupissent dans les prisons sordides pour leurs opinions ou sont contraints à l'exil.

Monsieur le président,

La vitalité d'une société civile et de l'opposition, le respect et la prise en compte des aspirations de ces deux dynamiques par les autorités gouvernementales sont le baromètre d'une démocratie saine et constructive. A contrario, leur musèlement ouvre les voies à tous les choix extrêmes. Seule la création d'un cadre permanent de consultation et d'écoute de cette partie prenante de la vie politique peut éviter le recours à la violence dans le règlement des questions politiques dans nos pays.

EN CONCLUSION

Monsieur le président, nous luttons pour des sociétés inclusives où les différences entre les humains seront un jour célébrées comme une richesse et non plus vécues comme un handicap. Nous luttons pour la parité entre les hommes et les femmes ainsi que pour l'inclusion des diverses composantes de nos nations à tous les échelons du pouvoir. Nous luttons contre le scandale de la pauvreté dans des pays riches en ressources naturelles. Monsieur le Président, sans de grands visionnaires africains, des combattants de la liberté aussi bien en Afrique qu'ailleurs, nos peuples ne seraient jamais sortis des nuits de l'esclavage, du colonialisme et de l'apartheid. Comme hier, aujourd'hui, nous sommes plus que jamais convaincus qu'une Afrique libre, démocratique et sans exclusion sera l'œuvre des combattants de la liberté soutenus par leurs amis dans le monde. Monsieur le président rien d'essentiel ne se fait dans l'histoire sans idéalisme et sans une grande foi dans l'avenir. Vous êtes-vous-même, l'expression des combats des générations précédentes pour l'égalité entre les humains.

« Tout paraît impossible jusqu'à ce que vous le fassiez ». **Nelson Mandela.**

Paris le 30/07/2014

Annette Yoram Laokolé
Coordinatrice du Conseil National Pour
Le Changement et la Démocratie au Tchad (CNCD)
Plate-forme de l'opposition tchadienne

Noel Magloire Ndobu
Membre des Assises Nationales du Congo

Nestor Bidadanure
Ecrivain, philosophe, membre de la diaspora burundaise (RDBF)

Dr Jean Pierre Moulangu
Groupe de Réflexion de Paris